



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 04/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARMBRUSTER Sundhoffen**

68 RUE DU LOGELBACH  
CS 60045  
68000 Colmar

Références : 0006700534\_2025\_04\_17\_ARMBRUSTER\_AN25\_Points-chauds  
Code AIOT : 0006700534

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 avril 2025 dans l'établissement ARMBRUSTER Sundhoffen implanté 1, route d'Andolsheim 68280 Sundhoffen. L'inspection a été annoncée le 21/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds". Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important.

La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Sundhoffen

- 1, route d'Andolsheim 68280 Sundhoffen
- Code AIOT : 0006700534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARMBRUSTER exploite des silos de stockage de céréales sur la commune de Sundhoffen.

### Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 « Travaux et points chauds »
- Référentiels utilisés :
  - arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
  - arrêté préfectoral du 4 juin 2015 portant prescriptions complémentaires et codificatives pour l'exploitation des silos et activités connexes à la société ARMBRUSTER.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 04/06/2015, article 2.1.4	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment:

- **Point de contrôle n°4 :**
  - incomplétude du permis de feu,
  - absence de désignation formelle et nominative des personnes habilitées à signer un permis de feu en cas d'absence du responsable de site et de son adjoint.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Connaissance des risques et des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]
<b>Constats :</b> Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis, par courrier électronique en amont de l'inspection, le plan de zonage de son site intitulé « Plan des locaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie, d'une explosion ou d'émanations toxiques », daté du 15 décembre 2023.  D'après les déclarations de l'exploitant, aucune modification susceptible d'impacter les zones de dangers identifiées sur ce plan n'a été apportée depuis cette date.  Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que ce document, représentant les zones à risques, a été élaboré en cohérence avec l'activité du site, l'étude de dangers réalisée en 2015, ainsi que dans le cadre de l'élaboration du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) en 2023.  Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection s'est attachée à vérifier par échantillonnage, la cohérence des installations identifiées comme des zones présentant des risques incendie et des risques d'atmosphère explosives (ATEX) sur le plan et la situation effective observée sur site, notamment les installations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• la station de distribution de carburant (risque incendie),</li><li>• l'atelier de maintenance (risque incendie),</li><li>• le local "déchet" de la tour centrale lié au système d'aspiration classé par l'exploitant en zone 22 (risque ATEX, présence rare).</li></ul> Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.[...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :[...] <ul style="list-style-type: none"><li>• l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les</li></ul>

parties concernées de l'installation ;[...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors du contrôle réalisé en salle, l'exploitant a précisé que le poste d'accueil, situé à l'entrée du site, constitue un point de passage obligatoire pour toute personne accédant aux installations. Il a également précisé que les intervenants extérieurs sont tenus de signer le registre de présence disponible à ce poste et de recevoir une information préalable sur les risques avant d'être autorisés à pénétrer dans les locaux.</p> <p>Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection a pu constater que l'entrée du poste d'accueil est équipée d'un affichage regroupant un ensemble de consignes de sécurité établi par l'exploitant. Ces informations, relatives aux risques spécifiques aux installations, sont clairement visibles et permettent une sensibilisation efficace des personnels, tant internes qu'externes.</p> <p>L'exhaustivité des consignes d'exploitation et de sécurité affichées, incluant notamment l'interdiction d'introduire toute source de flamme, l'interdiction de fumer, ainsi que l'obligation d'obtenir un permis de feu pour les interventions le nécessitant, n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle sur site par échantillonnage, visant à vérifier le respect des prescriptions relatives à la signalisation aux entrées des zones à risques incendie et ATEX (en référence au plan de zonage transmis par l'exploitant), a permis à l'Inspection de constater les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Zone à risque d'explosion</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ le local à déchets du système d'aspiration de la tour centrale (équipement dédié à la collecte, au traitement et au confinement des poussières générées par les activités) classé en zone 22 (présence rare), il a été constaté que l'entrée de cette zone comporte bien l'indication du risque d'explosion lié à la classification "zone 22", ainsi que l'affichage des consignes de sécurité associées à la prévention de ce risque.</li> </ul> </li> <li>• <u>Zones à risque incendie</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ la station de distribution de gasoil, utilisée pour l'alimentation des véhicules "poids lourds", il a été constaté que l'entrée de cette zone (conformément aux exigences</li> </ul> </li> </ul>

prévues par l'article 59 de l'arrêté susvisé contrôlées au point de contrôle précédent) comporte bien le rappel de l'interdiction de fumer et de vapoter, ainsi que l'interdiction d'apporter une flamme sur une forme quelconque. Cependant, l'entrée de cette zone ne comporte aucun affichage signalant la nature du risque notamment le risque incendie.

- L'atelier de maintenance abritant notamment une installation de distribution de GNR (gasoil non routier servant pour l'alimentation des chargeuses), il a été constaté que l'entrée de cette zone comporte bien le rappel de l'interdiction de fumer et de vapoter, ainsi que l'interdiction d'apporter une flamme sur une forme quelconque. Cependant l'entrée de cette zone ne comporte pas non plus l'affichage signalant la nature du risque notamment le risque incendie.

Toutefois, postérieurement au contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection des éléments justificatifs, notamment des photographies des zones concernées, montrant un affichage relatif à la nature du risque (incendie), attestant d'un retour en conformité.

Compte tenu des éléments qui précèdent, l'Inspection ne propose pas de suite administrative

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/06/2015, article 2.1.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Permis de feu

**Prescription contrôlée :**

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.[...]

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

**Constats :**

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que, préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu est systématiquement établi.

Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, les trois derniers permis de feu établis par l'exploitant, datés respectivement du 4 février, du 26 mars et du 27 mars 2025, ont été mis à disposition de l'Inspection.

À la suite d'un échange avec l'exploitant, il a été constaté que ces permis avaient été délivrés à des entreprises extérieures en vue d'interventions générant des sources potentielles

d'inflammation (telles que des opérations de découpage, perçage et de meulage) dans des zones à risque d'explosion (ATEX).

L'analyse conjointe de ces documents avec l'exploitant a permis à l'Inspection de relever l'absence de certains éléments exigés par la réglementation applicable, notamment l'indication du type de matériel autorisé ainsi que la description des moyens de protection mis à disposition des intervenants, telle que la présence à proximité d'un extincteur adapté aux risques identifiés.

Par ailleurs, il a également été constaté que les permis de feu ne sont pas systématiquement signés par des personnels dûment désignés par l'exploitant notamment le responsable des silos et son adjoint.

En effet, en l'absence de ces personnels, la signature peut être apposée par toute personne titulaire, sans désignation formelle préalable.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions contrôlées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois